

Unité départementale de la Somme
12 rue du maître du Monde
80 440 Glisy

Glisy, le 23 février 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/01/2022

Contexte et constats

Publié sur



MARCHIO SA

17 rue Arago
80130 FRIVILLE ESCARBOTIN

Références : 2022-E30032

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/01/2022 dans l'établissement MARCHIO SA implanté 17 rue Arago 80130 FRIVILLE ESCARBOTIN. L'inspection a été annoncée le 21/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à un incendie survenue sur site la nuit du 20 au 21 janvier. Cet incendie a détruit l'atelier de polissage et un atelier de découpe laser à proximité. Les installations de traitement de surface n'ont pas été impactés par l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MARCHIO SA
- 17 rue Arago 80130 FRIVILLE ESCARBOTIN
- Code AIOT dans GUN : 0005102266
- Régime : A
- Statut Seveso : /

Créée en 1975, la S.A. MARCHIO est une entreprise à vocation de sous-traitance dans le domaine du traitement de surfaces, d'articles sanitaires notamment. La société dispose actuellement d'un arrêté préfectoral complémentaire en date du 10 juillet 2012 l'autorisant à exploiter un volume de bains de 55 880 litres (nickelage, chromage, cuivrage, démétallisation). Du fait de ce volume de bains, l'établissement est soumis à la directive IED relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
Organisation de l'établissement	de AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.4.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage présence de DEFNC	- Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	Délai de réponse de 30 jours.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Désenfumage Dimensionnement des DEFNC	- Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II	/	
Installations électriques - mises à la terre	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5	/	
Installations électriques - Mise à la terre	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.2.3.	/	
Moyens de lutte incendie – moyens	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10	/	
Ressources en eau et en mousse	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.5.4.	/	
Confinement des eaux incendie dimensionnement	- Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9	/	
Protection des milieux récepteurs	AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.5.7.	/	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant disposait de l'essentiel des moyens permettant de limiter les conséquences environnementales de l'incendie (moyens en eau et de confinement des eaux notamment). Certaines dispositions en matière de détection incendie ne sont cependant pas respectées, et l'exploitant doit justifier de la présence de dispositifs de désenfumage au sein de ses locaux.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Désenfumage – présence de DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Prescription contrôlée : Dispositifs de désenfumage en partie haute « conformes à la réglementation en vigueur »
Constats : L'exploitant dispose en fonctionnement normal un dispositif d'aspiration au niveau des bains assurant le renouvellement d'air. La toiture présente des zones laissant passer la lumière qui semble avoir eu un comportement thermofusible lors de l'incendie mais l'exploitant n'a pas connaissance de leur comportement en cas d'incendie. L'exploitant n'a donc pas été capable de présenter ses dispositifs de désenfumage en partie haute de toiture.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Nom du point de contrôle : Désenfumage – Dimensionnement des DEFNC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 3.II
Prescription contrôlée : Commande automatique et manuelle Commande manuelle placées à proximité des accès
Constats : Si l'exploitant dispose d'un système de désenfumage, celui-ci est passif en mobilisant des parties thermofusibles et n'a donc pas besoin de commandes.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques – mises à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 5
Prescription contrôlée : Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasiner des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes.
Constats : Le dernier contrôle des installations électriques (réalisé par le Bureau Veritas le 25 février 2021) ne fait apparaître aucun défaut de mise à la terre.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Installations électriques - Mise à la terre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.2.3.
Prescription contrôlée : Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Toutes les parties de l'installation susceptibles d'emmagasinier des charges électriques (éléments de construction, appareillage, réservoirs, cuves, canalisations...) sont reliées à une prise de terre conformément aux normes existantes. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil. Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.
Constats : Les installations électriques ont bien été contrôlées à fréquence annuelle (dernier contrôle en février 2020 et février 2021). Le Q18 présenté par l'exploitant indique que les installations ne présentent pas de risques d'incendie ou d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Organisation de l'établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.4.1.
Prescription contrôlée : Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifient les conditions d'exploitation. Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant installe un dispositif de détection automatique et d'alarme en vue de signaler les éventuels accidents (pollution accidentelle, incendie) et de limiter leur importance. Les systèmes de contrôle et de mise en sécurité des installations sont indépendants des systèmes de conduite. Les modes communs de défaillance sont efficacement prévenus. Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité des installations et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel sont repérés et implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre. A défaut, ils font l'objet d'implantations redondantes et judicieusement réparties. Les installations susceptibles de présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes peuvent être arrêtées en urgence et mises en sécurité en cas de nécessité. La fourniture et la disponibilité des utilités concourant à l'arrêt d'urgence ou à la mise en sécurité des installations est assurée en permanence. Les organes principaux prennent automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.
Constats : Seule la partie détection incendie a été contrôlée lors de la visite d'inspection. Il a été constaté une absence de détection au sein des installations. L'exploitant a indiqué qu'il prévoyait d'en installer une au plus vite une fois les urgences liées au sinistre traitées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte incendie – moyens

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 10
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.
Constats : Lors de l'intervention des pompiers, les services de secours n'ont pas eu de difficultés à intervenir en termes de moyens de lutte contre l'incendie. Le contrôle périodique des moyens de lutte contre l'incendie n'a pas été contrôlé lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Ressources en eau et en mousse

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.5.4.
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose a minima de : <ul style="list-style-type: none">• des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir (extincteurs portatifs de 6 kg de produit extincteur (eau, eau additivée, poudre) conformes aux normes françaises à raison d'un appareil pour 200 m², la distance à parcourir de tout point pour trouver un appareil n'excédant pas 15 m), répartis sur tout le site, bien visibles et toujours facilement accessibles ;• un poteau d'incendie conformes à la norme NF S 61-213 ou équivalente piqués sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres par minute pour une pression dynamique de 1 bar, d'un modèle incongelable comportant des raccords normalisés. Ils sont situés à moins de 200m du risque à défendre et à 5 m au plus du bord de la chaussée carrossable. Une réserve d'eau d'incendie de 120 m³ disposant des dispositifs nécessaires à l'intervention des services de secours.• d'équipements de protection efficaces en cas d'incendie ou d'accident de nature toxique. Le personnel concerné est entraîné à l'usage de ces matériels, qui sont maintenus en bon état dans un endroit apparent, d'accès facile et permanent. <p>Le réseau est maillé et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, soit isolée. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incendie susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. En particulier, la présence de stockage est formellement interdite contre les façades des bâtiments. L'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie afin de tester l'évacuation du personnel. Ces exercices sont accompagnés d'une information du personnel sur la procédure incendie et font l'objet de compte rendus mis à disposition de l'inspection des installations classées.</p>
Constats : L'exploitant ne possède pas de réserve d'incendie. Lors du sinistre, les services de secours ont eu recours à un second poteau incendie situé à 270m de l'exploitation. Le recours à ce second poteau ne semble pas avoir présenté de difficulté. La pertinence de la prescription et sa modification potentielle seront étudiées ultérieurement.
Type de suites proposées : Sans suite - Prescription inadaptée.

Nom du point de contrôle : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2006, article 9
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. En tout état de cause, l'installation comportant des stockages de substances ou préparation très toxiques quantité supérieure à 20 tonnes, ou toxiques en quantité supérieure à 100 tonnes est équipée d'un bassin de confinement ou de tout autre dispositif équivalent. Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers. En l'absence d'éléments justificatifs, une valeur forfaitaire au moins égale à 5 m ³ par tonne de produits visés au deuxième alinéa ci-dessus et susceptibles d'être stockés dans un même emplacement est retenue.
Constats : L'exploitant dispose d'un bassin de confinement des eaux d'extinction, dont le volume est supérieur au volume prescrit par l'arrêté préfectoral, environ 600 m3, d'après l'exploitant, pour une capacité minimum de 380 m3.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection des milieux récepteurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/07/2012, article 7.5.7.
Prescription contrôlée : L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à une rétention faisant office de bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 380 m3. La vidange suivra les principes imposés par l'Article 4.3.8. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées.
Constats : L'exploitant a présenté son bassin de confinement des eaux d'extinction. Celui-ci a collecté des eaux et n'est pas rempli. Il présentait encore une capacité de collecte potentielle. L'exploitant a indiqué que le volume du bassin était de 600 m3.
Type de suites proposées : Sans suite